



Le 13 mars, des violences ont éclaté entre jeunes et policiers après un rassemblement pacifique qui a dégénéré dans le centre-ville de Liège.

“Sommes-nous dans une société plus violente? Je ne crois pas”

Entretien Maryam Benayad

Les mouvements de contestation, Michel Kokoreff connaît ça par cœur. Le professeur de sociologie à l'Université Paris 8 a notamment analysé l'évolution de mouvements comme celui des gilets jaunes en France. S'il reste prudent dans son analyse de la situation en Belgique qu'il connaît moins que la France, il estime que l'évolution des mouvements de contestation vaut pour toute l'Europe. Ces contestations seraient-elles de plus en plus violentes? L'auteur de l'ouvrage *Violences policières, généalogie d'une violence d'État* hésite avant de répondre. “Quand on parle de violence, de quoi parlons-nous?”

La presse relate de plus en plus de cas de rassemblements qui dégénèrent. Le mouvement de contestation se durcit-il?

Je me méfie toujours des effets d'actualité et encore plus de tous les discours politiques – en tout cas en France – évoquant “des jeunes” qui seraient “de plus en plus violents de plus en plus tôt”, qui parlent de “bandes” ou même d'émeutes. Les termes sont forts, on entend souvent ces mots dans la bouche du monde politique, à travers certains médias. Mais ils ne reflètent pas pour autant la réalité. S'il est vrai qu'on peut facilement trouver, en

France et aussi en Belgique, une actualité brûlante et qui permet d'user d'une sémantique aussi dure, cela ne signifie pas que la réalité, sur le terrain est aussi chaotée qu'on l'imagine.

Les cas de violences urbaines et même d'émeutes semblent récurrents toutefois en France, non?

En fait, on a eu des émeutes en France dès la fin des années 1970, tout comme ce phénomène s'observe dans d'autres pays. Et ce ne sont pas vraiment les émeutes qui sont importantes, mais des mouvements de contestation plus durs, un répertoire d'actions incompréhensibles dans la culture politique et syndicale dominante. Dans certains mouvements, il y a une forme de rage qui peut se traduire par des émeutes, des guets-apens ou des tirs mortiers. Mais, encore une fois, elle n'est pas aussi systématique qu'on l'imagine. Elle est, certes, plus visible, plus encore à l'ère des médias sociaux, mais elle n'est pas plus massive que, par exemple, ce qu'on a connu en 2005 en France. Ici, la crise sanitaire

monte en épingle une situation qui, si on devait l'objectiver, serait difficile à traduire. Alors oui, il y a des mesures sanitaires à respecter, ne pas le faire, c'est une infraction et donc les infractions deviennent facilement plus nombreuses. Sommes-nous pour autant dans une société plus violente? Je ne crois pas. En fait, les journalistes racontent; les politiques déploient des “plans banlieue”; les assistants sociaux viennent essayer de réparer ce qui est réparable, et, nous, sociologues, on fait nos enquêtes pour essayer d'objectiver la situation jusqu'au moment où arrive un nouvel accident. Et ça recommence, comme ça, incessamment.

“Est-ce qu'une manifestation organisée sans demande d'autorisation préalable, c'est de la violence?”

Michel Kokoreff
Professeur de sociologie à l'Université Paris 8

catégoriser les choses, nous devons savoir quelle définition nous donnons aux mots et aux actes derrière. Attention à l'utilisation du mot violence, très lourd de sens. Si les casses de vitrines, de banques, de pubs ou d'Abribus que nous observons ne sont ni acceptables, ni excusables, je ne suis pas certain que l'on puisse parler de “violence” comme si c'était quelque chose de récurrent, banal. La réalité sur le terrain, si elle n'est pas toujours facile, n'est pas pour autant à l'image de ce qu'on voit à la télé. On n'a pas droit, chaque jour, à des jets de cocktails Molotov.

Et on répond comment à ces mouvements de contestation?

Ces actes dénoncent une colère qui s'exprime à la suite d'éléments durs mais concrets: la montée du chômage, de la pauvreté, de la précarité, de la discrimination ou encore de la ségrégation urbaine moins visible en Belgique mais bien réelle en France. Mais que ce soit Bruxelles ou Paris, les problèmes socio-économiques sont les mêmes. Tout ça, c'est un cocktail détonant et cela donne des irruptions violentes dans les quartiers, en négligeant les causes profondes. Si le politique ne s'attaque pas aux causes réelles et si on s'en tient à trouver un bouc émissaire, fatalement, cela suscite de la colère.

Les causes socio-économiques permettent d'expliquer pourquoi les contestations sont de plus en plus violentes?

Qui dit que les contestations sont effectivement de plus en plus violentes? Quand on parle de violence, de quoi parle-t-on? Est-ce qu'une manifestation organisée sans demande d'autorisation préalable et en ne respectant pas, par exemple, les mesures, c'est de la violence? Avant de